

## Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2013 définitive





**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dette financière de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -74,87 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2013 s'élève à -74,87 Md € contre -87,10 Md € à fin décembre 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par la hausse

des recettes (+11,74 Md €), la baisse des dépenses (-0,94 Md €) et la dégradation du solde des comptes spéciaux (-0,45 Md €).

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 298,65 Md €

### Les principales dépenses de l'année

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 63,44 Md € imputables notamment à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (48,63 Md €) ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 53,90 Md € dont 44,89 Md € dédiés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Défense** : 38,96 Md € dont 23,84 Md € pour le programme « Préparation et emploi des forces » ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2013 s'élèvent à 298,65 Md € contre 299,59 Md € à fin décembre 2012 à périmètre constant. Cette évolution résulte de la baisse des charges de la dette (-1,42 Md €), des dépenses d'investissement (-1,06 Md €) et

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 25,80 Md € dont 12,79 Md € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Sécurité** : 17,52 Md € partagés essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 9,35 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 8,05 Md € ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 13,42 Md € dont 11,25 Md € au titre du programme « Handicap et dépendance ».

d'intervention (-0,47 Md €) en partie compensée par la hausse des dépenses de personnel (+1,02 Md €), de fonctionnement (+0,72 Md €) et d'opérations financières (+0,27 Md €).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 223,22 Md €

### Les principales recettes de l'année (nettes de R et D\*)

TVA : 136,26 Md € ;

Impôt sur le revenu : 66,98 Md € ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 47,16 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -55,57 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -22,46 Md €.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 284,01 Md €

Elles s'élevaient à 269,08 Md € à périmètre constant à fin décembre 2012, soit une augmentation de 14,93 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IR (+7,50 Md €) et l'IS (+3,65 Md €). En outre, on constate la hausse de la TVA (+2,85 Md €) et de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (+1,10 Md €).

On note également l'augmentation des recettes diverses (+2,02 Md €) notamment en raison de la

contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués (+1,75 Md €) et de la création de la contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance (+0,89 Md €).

Par ailleurs, les recettes de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes baissent de 2,27 Md € sur un an.

### Recettes non fiscales : 13,71 Md €

Les recettes non fiscales à fin décembre 2013 s'élèvent à 13,71 Md € contre 13,57 Md € en 2012 à périmètre constant, soit une légère augmentation de 0,14 Md €. Cet écart s'explique principalement par la hausse des dividendes et recettes assimilées (+1,64 Md €) partiellement compensée par la baisse

des redevances d'usage des fréquences radioélectriques de 1,38 Md € (recette exceptionnelle en 2012 relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -78,02 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -78,02 Md € à fin décembre 2013 contre -74,64 Md € à fin décembre 2012. Cette évolution est

surtout imputable à la hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 3,40 Md €.

### Fonds de concours : 3,52 Md €

Les fonds de concours s'élèvent 3,52 Md € à fin décembre 2013, soit un niveau comparable à fin décembre 2012 (3,47 Md €).

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 0,56 Md €

Au 31 décembre 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à 0,56 Md € contre 1,01 Md € en décembre 2012.

Cette variation découle, d'une part, de l'amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale (+0,86 Md €) résultant de la progression des soldes des comptes « Participations financières de l'État » (+1,71 Md €) et « Participation de la France au désendettement de la Grèce » (+0,41 Md €)

compensée par la baisse du solde du compte « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien » (-1,29 Md €).

D'autre part, la variation s'explique également par la dégradation du solde des comptes de concours financiers (-1,34 Md €) dus principalement au solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » par rapport à l'exercice précédent.



### Correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre : **95,37 Md €**

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées ont diminué de 4,17 Md € sur l'année 2013. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des dépôts des gouvernements et organismes étrangers (-3,19 Md €), des collectivités et établissements publics

locaux (-2,35 Md €) et des établissements publics nationaux (-1 Md €) compensée en partie par la hausse des placements sur les comptes à terme (+1,25 Md €) et des dépôts des autres correspondants du Trésor et comptes rattachés (+0,74 Md €).

### Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : **1 462,30 Md €**

Les flux nets positifs enregistrés, pendant l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 117,20 Md €) et les BTF (émissions nettes de

7,24 Md €). Le montant des BTAN a diminué de 53,38 Md € durant l'exercice 2013.



unité : million d'€.	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	2013	2013	2012 retraité		2012 exécuté
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-72 147	-74 868	-87 100	-87 150	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	298 693	298 648	299 589	299 535	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	226 581	223 219	211 483	211 379	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	68 791	66 982	59 480	59 480	
- IS *	49 702	47 157	43 508	40 832	
- TVA	135 624	136 256	133 406	133 403	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-35	561	1 006	1 006	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		95 367			18
Dette financière de l'Etat		1 462 304			19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2013	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics		989	992	992
Dépenses de personnel		119 597	118 578	118 946
Dépenses de fonctionnement		56 004	55 282	54 896
Charges de la dette de l'Etat		44 886	46 303	46 303
Dépenses d'investissement		9 974	11 035	11 028
Dépenses d'intervention		65 709	66 182	66 153
Dépenses d'opérations financières		1 488	1 218	1 218
<b>Total des dépenses (nettes de Ret D) (I)</b>	<b>298 693</b>	<b>298 648</b>	<b>299 589</b>	<b>299 535</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	287 499	284 005	269 083	268 438
Recettes non fiscales	13 883	13 713	13 569	14 110
Prélèvements sur recettes	-78 121	-78 021	-74 635	-74 635
Fonds de concours	3 320	3 522	3 467	3 467
<b>Total des recettes (nettes de Ret D) (II)</b>	<b>226 581</b>	<b>223 219</b>	<b>211 483</b>	<b>211 379</b>
<b>Total des recettes (nettes de Ret D, prélèvements sur recettes)</b>	<b>304 702</b>	<b>301 240</b>	<b>286 118</b>	<b>286 014</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-72 112</b>	<b>-75 429</b>	<b>-88 106</b>	<b>-88 156</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-531	584	-274	-274
Solde des comptes de concours financiers	324	-209	1 129	1 129
Solde des comptes de commerce	99	137	83	83
Solde des comptes d'opérations monétaires	73	-383	-400	-400
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-35</b>	<b>561</b>	<b>1 006</b>	<b>1 006</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-72 147</b>	<b>-74 868</b>	<b>-87 100</b>	<b>-87 150</b>





	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2013	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>119 597</b>	<b>118 578</b>	<b>118 946</b>
Rémunérations d'activité		69 049	69 518	69 660
Cotisations et contributions sociales		49 777	48 272	48 530
Prestations sociales et allocations diverses		771	787	755
<b>AUTRES TITRES</b>		<b>179 052</b>	<b>181 011</b>	<b>180 590</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>		<b>989</b>	<b>992</b>	<b>992</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>		<b>56 004</b>	<b>55 282</b>	<b>54 896</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		29 868	30 015	29 841
Subventions pour charges de service public		26 136	25 266	25 055
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>		<b>44 886</b>	<b>46 303</b>	<b>46 303</b>
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		44 886	46 303	46 303
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>		<b>9 974</b>	<b>11 035</b>	<b>11 028</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		8 503	9 511	9 507
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		1 472	1 524	1 521
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>		<b>65 709</b>	<b>66 182</b>	<b>66 153</b>
Transferts aux ménages		25 706	25 483	25 444
Transferts aux entreprises		10 955	10 494	10 476
Transferts aux collectivités territoriales		7 454	7 477	7 468
Transferts aux autres collectivités		21 470	22 599	22 635
Appels en garantie		124	130	130
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>		<b>1 488</b>	<b>1 218</b>	<b>1 218</b>
Prêts et avances		219	179	179
Dotations en fonds propres		662	505	505
Dépenses de participations financières		607	534	534
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>298 693</b>	<b>298 648</b>	<b>299 589</b>	<b>299 535</b>



unité : million d'€	Prévision annuelle 2013		Cumul à fin décembre 2013		Cumul à fin décembre 2012 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>2 851</b>	<b>2 860</b>	<b>2 990</b>	<b>2 987</b>	<b>2 768</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 779	1 788	1 924	1 922	1 641
Diplomatie culturelle et d'influence	719	719	717	716	740
Français à l'étranger et affaires consulaires	353	353	349	349	371
Présidence française du G20 et du G8 <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	17
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>2 531</b>	<b>2 567</b>	<b>2 578</b>	<b>2 607</b>	<b>2 779</b>
Administration territoriale	1 736	1 748	1 751	1 752	1 702
Vie politique, culturelle et associative	112	110	152	151	362
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	682	709	674	705	715
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES <sup>(3)</sup></b>	<b>3 293</b>	<b>3 305</b>	<b>3 066</b>	<b>3 315</b>	<b>3 779</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires <sup>(3)</sup>	1 783	1 771	1 569	1 782	2 138
Forêt	271	294	271	296	348
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	503	503	506	505	543
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	737	737	720	732	749
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>2 281</b>	<b>2 966</b>	<b>2 236</b>	<b>2 967</b>	<b>3 043</b>
Aide économique et financière au développement	438	1 092	384	1 094	1 157
Solidarité à l'égard des pays en développement	1 843	1 874	1 852	1 873	1 887
Développement solidaire et migrations <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>3 017</b>	<b>3 021</b>	<b>3 003</b>	<b>3 014</b>	<b>3 123</b>
Liens entre la Nation et son armée	111	117	106	113	116
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 803	2 801	2 803	2 803	2 910
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	103	104	95	98	97
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>641</b>	<b>616</b>	<b>631</b>	<b>610</b>	<b>608</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	391	366	385	364	364
Conseil économique, social et environnemental	38	38	40	40	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	211	210	205	206	204
Haut Conseil des finances publiques <sup>(1)</sup>	1	1	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>2 544</b>	<b>2 563</b>	<b>2 552</b>	<b>2 618</b>	<b>2 649</b>
Patrimoines	758	744	778	798	801
Création	746	764	739	762	787
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 041	1 055	1 036	1 059	1 061
<b>DEFENSE</b>	<b>37 935</b>	<b>38 887</b>	<b>38 333</b>	<b>38 960</b>	<b>38 873</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	1 889	1 852	1 820	1 859	1 781
Préparation et emploi des forces	24 034	23 827	23 342	23 836	23 423
Soutien de la politique de la défense	3 307	2 826	2 589	2 844	3 133
Equipement des forces	8 706	10 383	10 582	10 420	10 536
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>1 153</b>	<b>1 169</b>	<b>1 450</b>	<b>1 128</b>	<b>1 123</b>
Coordination du travail gouvernemental	531	536	850	495	472
Protection des droits et libertés	77	88	75	87	89
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	545	545	525	546	563
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>9 069</b>	<b>9 558</b>	<b>10 800</b>	<b>10 280</b>	<b>10 807</b>
Infrastructures et services de transports	4 748	5 209	5 747	5 143	5 695
Sécurité et circulation routières <sup>(4)</sup>	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture <sup>(3)</sup>	192	178	191	182	198
Météorologie	211	211	211	211	204
Paysages, eau et biodiversité <sup>(3)</sup>	251	250	232	245	264
Information géographique et cartographique	94	94	94	94	95
Prévention des risques	259	243	224	242	261
Energie, climat et après-mines	666	671	660	664	642
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	2 648	2 702	3 440	3 498	3 448



unité : million d'€	Prévision annuelle 2013		Cumul à fin décembre 2013		Cumul à fin décembre 2012 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>2 073</b>	<b>2 078</b>	<b>2 320</b>	<b>2 211</b>	<b>1 863</b>
Développement des entreprises et du tourisme <sup>(3)</sup>	1 120	1 125	1 374	1 263	907
Tourisme <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	459	460	459	459	453
Stratégie économique et fiscale	493	493	488	489	504
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE <sup>(3)</sup></b>	<b>8 447</b>	<b>8 354</b>	<b>5 949</b>	<b>7 618</b>	<b>7 970</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 417	1 417	1 415	1 398	1 271
Aide à l'accès au logement	5 161	5 161	5 161	5 161	5 750
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat <sup>(3)</sup>	586	495	548	589	437
Politique de la ville <sup>(3)</sup>	466	464	-1 174	471	512
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville <sup>(1)</sup>	816	816	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>47 543</b>	<b>54 067</b>	<b>57 158</b>	<b>53 896</b>	<b>56 370</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	44 963	44 963	44 886	44 886	46 303
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	208	208	115	115	122
Epargne	576	576	576	576	654
Majoration de rentes	179	179	179	179	183
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	6 523	9 785	6 523	6 523
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement <sup>(1)</sup>	1 617	1 617	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	2 585
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>63 623</b>	<b>63 552</b>	<b>63 484</b>	<b>63 436</b>	<b>62 345</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	18 740	18 740	18 748	18 748	18 311
Enseignement scolaire public du second degré	30 102	30 102	29 881	29 881	29 550
Vie de l'élève	4 153	4 171	4 228	4 246	4 009
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 081	7 081	7 085	7 085	7 075
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 230	2 141	2 226	2 148	2 096
Enseignement technique agricole	1 318	1 318	1 316	1 329	1 304
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>11 494</b>	<b>11 436</b>	<b>11 339</b>	<b>11 396</b>	<b>11 561</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 459	8 423	8 329	8 349	8 452
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	197	199	178	201	248
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	880	868	851	875	865
Facilitation et sécurisation des échanges	1 595	1 590	1 607	1 598	1 586
Entretien des bâtiments de l'Etat	169	159	177	170	189
Fonction publique	193	197	197	203	221
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>703</b>	<b>707</b>	<b>715</b>	<b>705</b>	<b>690</b>
Immigration et asile	629	633	636	630	611
Intégration et accès à la nationalité française	74	74	79	75	79
<b>JUSTICE</b>	<b>7 241</b>	<b>7 577</b>	<b>7 043</b>	<b>7 574</b>	<b>7 314</b>
Justice judiciaire	2 974	3 034	2 811	3 035	2 999
Administration pénitentiaire	2 844	3 136	2 813	3 130	2 966
Protection judiciaire de la jeunesse	778	762	784	766	755
Accès au droit et à la justice	338	338	338	338	325
Conduite et pilotage de la politique de la justice	299	302	291	302	267
Conseil supérieur de la magistrature	8	5	7	4	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>1 181</b>	<b>1 188</b>	<b>1 191</b>	<b>1 198</b>	<b>1 410</b>
Presse	503	503	510	513	528
Livre et industries culturelles	252	259	255	259	262
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	278	278	278	278	462
Action audiovisuelle extérieure	148	148	148	148	159



unité : million d'€	Prévision annuelle 2013		Cumul à fin décembre 2013		Cumul à fin décembre 2012 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 213</b>	<b>2 101</b>	<b>2 178</b>	<b>2 102</b>	<b>1 998</b>
Emploi outre-mer	1 460	1 435	1 459	1 453	1 356
Conditions de vie outre-mer	753	666	720	649	642
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>319</b>	<b>325</b>	<b>302</b>	<b>302</b>	<b>303</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	251	263	246	244	251
Interventions territoriales de l'Etat	68	63	56	58	52
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>989</b>	<b>989</b>	<b>989</b>	<b>989</b>	<b>991</b>
Présidence de la République	101	101	101	101	103
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>334</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	334	34	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>25 570</b>	<b>25 805</b>	<b>25 851</b>	<b>25 796</b>	<b>25 271</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	12 412	12 785	12 755	12 788	12 537
Vie étudiante	2 315	2 327	2 320	2 329	2 319
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 011	4 947	5 010	4 908	4 959
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 273	1 273	1 273	1 273	1 240
Recherche spatiale	1 398	1 398	1 398	1 398	1 376
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	1 547	1 512	1 537	1 499	1 245
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	932	966	967	1 003	998
Recherche duale (civile et militaire)	176	176	177	177	178
Recherche culturelle et culture scientifique	111	114	110	115	119
Enseignement supérieur et recherche agricoles	394	307	302	304	300
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>6 437</b>	<b>6 437</b>	<b>6 438</b>	<b>6 438</b>	<b>6 711</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 107	4 107	4 108	4 109	4 031
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	811	811	840	840	856
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 519	1 519	1 490	1 490	1 824
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>2 779</b>	<b>2 689</b>	<b>2 710</b>	<b>2 721</b>	<b>2 671</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	840	767	790	767	743
Concours financiers aux départements	476	480	481	482	481
Concours financiers aux régions	907	907	907	907	908
Concours spécifiques et administration	558	536	532	565	539
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>87 946</b>	<b>87 946</b>	<b>86 179</b>	<b>86 215</b>	<b>90 559</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	76 065	76 065	74 543	74 570	79 093
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	11 882	11 882	11 636	11 645	11 466
<b>SANTE</b>	<b>1 379</b>	<b>1 379</b>	<b>1 378</b>	<b>1 379</b>	<b>1 346</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	635	635	635	635	712
Protection maladie	744	744	744	744	634
<b>SECURITE</b>	<b>17 579</b>	<b>17 568</b>	<b>17 661</b>	<b>17 519</b>	<b>17 140</b>
Police nationale	9 476	9 391	9 554	9 345	9 203
Gendarmerie nationale	7 979	8 053	7 985	8 050	7 849
Sécurité et éducation routières <sup>(3)</sup>	124	124	122	123	87



unité : million d'€	Prévision annuelle 2013		Cumul à fin décembre 2013		Cumul à fin décembre 2012 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>393</b>	<b>422</b>	<b>417</b>	<b>433</b>	<b>445</b>
Intervention des services opérationnels	266	272	267	271	270
Coordination des moyens de secours	127	150	150	161	175
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>13 399</b>	<b>13 408</b>	<b>13 356</b>	<b>13 423</b>	<b>12 808</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	405	405	397	400	264
Actions en faveur des familles vulnérables	245	245	245	245	236
Handicap et dépendance	11 194	11 194	11 204	11 247	10 807
Egalité entre les hommes et les femmes	22	22	23	23	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 532	1 542	1 487	1 507	1 481
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>487</b>	<b>501</b>	<b>487</b>	<b>499</b>	<b>464</b>
Sport	240	254	243	255	265
Jeunesse et vie associative	247	247	244	245	199
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>12 673</b>	<b>10 562</b>	<b>12 495</b>	<b>10 527</b>	<b>10 364</b>
Accès et retour à l'emploi	7 927	5 989	7 878	5 974	5 715
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	3 850	3 714	3 811	3 709	3 781
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	79	79	38	66	87
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	818	781	768	778	782
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>380 119</b>	<b>386 640</b>	<b>387 277</b>	<b>384 863</b>	<b>390 149</b>

(1) programme créée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2013	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>74 411</b>	<b>72 519</b>	<b>65 510</b>	<b>65 510</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>4 074</b>	<b>4 287</b>	<b>4 030</b>	<b>6 706</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>64 275</b>	<b>61 914</b>	<b>59 108</b>	<b>56 432</b>
Impôt sur les sociétés	63 027	60 625	58 920	56 244
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 248	1 289	188	188
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>14 354</b>	<b>13 992</b>	<b>15 075</b>	<b>15 075</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	615	604	634	634
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 320	4 329	6 598	6 598
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	470	150	1	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	1	1	36	36
Impôt de solidarité sur la fortune	4 322	4 390	5 043	5 043
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	118	88	67	67
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	96	104	112	112
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	50	73	141	141
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	20	25	16	16
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	23	28	23	23
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	92	70	100	100
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	8	12	8	8
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	6	9	11	11
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	80	81	273	273
Recettes diverses	4 133	4 028	2 010	2 010
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>13 649</b>	<b>13 759</b>	<b>13 490</b>	<b>13 498</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>185 642</b>	<b>185 488</b>	<b>184 669</b>	<b>184 666</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>19 040</b>	<b>18 260</b>	<b>17 760</b>	<b>17 110</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	470	497	529	529
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	156	149	176	176
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	1	0	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	13	13	9	9
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 526	1 116	1 416	1 416



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2013	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	8 967	8 534	7 662	7 662
Contribution de sécurité immobilière <sup>(1)</sup>	550	547	650	0
Autres conventions et actes civils	496	462	473	473
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	329	347	357	357
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	113	116	110	110
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	147	152	145	145
Timbre unique	169	209	164	164
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	354	350	353	353
Autres droits et recettes accessoires	10	4	4	4
Amendes et confiscations	100	127	39	39
Taxe générale sur les activités polluantes	325	381	283	283
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	29	29	29	29
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	172	171	172	172
Autres droits et recettes à différents titres	6	14	4	4
Taxe sur les achats de viande	1	1	278	278
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	49	50	48	48
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	51	51	50	50
Taxe sur certaines dépenses de publicité	30	28	30	30
Taxe de l'aviation civile	80	94	62	62
Taxe sur les installations nucléaires de base	579	579	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	27	28	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 033	1 909	2 019	2 019
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	727	708	742	742
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	426	434	429	429
Prélèvements sur les paris sportifs	140	148	121	121
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	65	64	68	68
Redevance sur les paris hippiques en ligne	100	88	88	88
Taxe sur les transactions financières	690	706	199	199
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	4	9	26	26
Autres taxes	105	146	420	420
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>375 446</b>	<b>370 220</b>	<b>359 642</b>	<b>358 997</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>287 499</b>	<b>284 005</b>	<b>269 083</b>	<b>268 438</b>

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2013	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>6 380</b>	<b>6 286</b>	<b>4 642</b>	<b>4 642</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 550	1 556	1 114	1 114
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	510	510	328	328
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	4 320	4 221	3 200	3 200
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits de domaine de l'Etat (B)</b>	<b>1 905</b>	<b>1 827</b>	<b>3 201</b>	<b>3 201</b>
Revenus du domaine public non militaire	240	238	235	235
Autres revenus du domaine public	120	104	109	109
Revenus du domaine privé	62	46	46	46
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	250	263	1 645	1 645
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 128	1 093	1 090	1 090
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	83	69	59	59
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	21	13	17	17
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>1 130</b>	<b>1 098</b>	<b>1 156</b>	<b>1 156</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	489	479	503	503
Autres frais d'assiette et de recouvrement	497	481	490	490
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	62	66	75	75
Produits de la vente de divers biens	2	0	0	0
Produits de la vente de divers services	65	57	77	77
Autres recettes diverses	15	15	10	10
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>492</b>	<b>498</b>	<b>663</b>	<b>663</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	191	229	345	345
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	2	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	38	38	37	37
Intérêts des autres prêts et avances	80	73	94	94
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	140	113	137	137
Autres avances remboursables sous conditions	8	9	7	7
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	13	22	22
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	20	22	20	20





	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2013	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>1 267</b>	<b>1 086</b>	<b>1 293</b>	<b>1 293</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	455	447	459	459
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	420	276	463	463
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	13	19	13	13
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	15	12	27	27
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	300	310	283	283
Frais de poursuite	60	13	45	45
Frais de justice et d'instance	1	7	0	0
Intérêts moratoires	2	0	1	1
Pénalités	1	2	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>2 710</b>	<b>2 917</b>	<b>2 614</b>	<b>3 155</b>
Reversements de Natixis	0	61	100	100
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	800	840	600	600
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	311	325	325	325
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	155	155	143	143
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	11	10	9	9
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	41	40	0	555
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	74	74	61	61
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	1	0	0	0
Frais d'inscription	10	8	9	9
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	11	10	10	10
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	5	6	6
Récupération d'indus	65	44	58	44
Recouvrements après admission en non-valeur	200	179	190	190
Divers versements de l'Union européenne	50	39	54	54
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	63	4	4
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	34	30	29	29
Recettes diverses en provenance de l'étranger	3	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	200	237	674	674
Produits divers	185	189	140	140
Autres produits divers	500	603	196	196
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>13 883</b>	<b>13 713</b>	<b>13 569</b>	<b>14 110</b>



	Prévision annuelle	Cumul à fin décembre		
	2013	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-55 641</b>	<b>-55 565</b>	<b>-55 584</b>	<b>-55 584</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 505	-41 503	-41 394	-41 394
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-23	-21	-24	-24
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-25	-22	-4	-4
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-5 627	-5 575	-5 532	-5 532
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 838	-1 862	-1 917	-1 917
<b>Dotations</b> élu local	-65	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-36	-40	-40
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-499	-501	-501
<b>Dotations</b> départementales d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
<b>Dotations</b> régionales d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-5	-2	0	0
<b>Dotations</b> globales de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	-80	-69	-2	-2
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-3 324	-3 325	-3 435	-3 435
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-840	-813	-856	-856
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-400	-407	-361	-361
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-371	-368	-457	-457
<b>Dotations</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	-3	-2	-4	-4
<b>Versement</b> complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011	0	-2	-4	-4
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants(1)	-4	-3	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-22 480</b>	<b>-22 456</b>	<b>-19 052</b>	<b>-19 052</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-78 121</b>	<b>-78 021</b>	<b>-74 635</b>	<b>-74 635</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux		3 151	3 122	3 122
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale		370	345	345
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>3 320</b>	<b>3 522</b>	<b>3 467</b>	<b>3 467</b>



unité : million d'€.

	Prévision annuelle 2013			Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses		Recettes		Soldes	
				2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>72 108</b>	<b>71 578</b>	<b>-531</b>	<b>70 887</b>	<b>69 260</b>	<b>71 471</b>	<b>68 986</b>	<b>584</b>	<b>-274</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	404	404	0	282	230	277	236	-5	7
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 413	1 417	4	1 315	1 375	1 383	1 296	68	-79
Développement agricole et rural	111	111	0	107	114	121	117	14	3
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	377	377	0	348	241	374	367	27	126
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	825	688	-137	814	560	676	653	-138	93
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	605	530	-75	570	461	406	547	-164	86
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat <sup>(1)</sup>	1 067	0	-1 067	1 066	1 100	0	1 320	-1 066	220
Participation de la France au désendettement de la Grèce	149	556	407	599	199	1 006	199	407	0
Participations financières de l'Etat	11 240	11 240	0	9 872	10 223	11 092	9 729	1 220	-494
Pensions	55 593	55 930	337	55 602	54 431	55 812	54 196	210	-235
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	325	325	0	312	325	325	325	13	0
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>114 697</b>	<b>115 022</b>	<b>324</b>	<b>110 942</b>	<b>98 375</b>	<b>110 733</b>	<b>99 503</b>	<b>-209</b>	<b>1 129</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7 325	7 506	180	6 634	6 836	6 769	6 868	135	32
Avances à l'audiovisuel public	3 448	3 448	0	3 448	3 290	3 448	3 290	1	0
Avances aux collectivités territoriales	93 361	93 892	531	91 072	87 471	90 697	88 560	-375	1 089
Avances aux organismes de sécurité sociale	9 493	9 493	0	9 214	0	9 220	0	5	0
Prêts à des Etats étrangers	1 044	670	-374	541	754	593	777	51	22
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	25	13	-12	33	22	6	8	-27	-14
<b>Comptes de commerce</b>			<b>99</b>	<b>50 799</b>	<b>52 143</b>	<b>50 936</b>	<b>52 226</b>	<b>137</b>	<b>83</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires <sup>(1)</sup>				768	760	815	683	47	-77
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				163	158	160	159	-3	1
Couverture des risques financiers de l'Etat				2 150	1 160	2 150	1 160	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				606	623	596	523	-10	-100
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				46 901	49 253	47 109	49 561	208	307
Gestion des actifs carbonés de l'Etat				129	119	0	48	-129	-72
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes				9	5	9	8	0	3
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses				0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines				45	39	71	60	26	21
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				28	23	26	23	-2	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques				1	1	0	0	-1	-1
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>			<b>73</b>	<b>2 278</b>	<b>2 600</b>	<b>1 895</b>	<b>2 200</b>	<b>-383</b>	<b>-400</b>
Emission des monnaies métalliques				192	189	249	248	58	59
Opérations avec le Fonds Monétaire International				2 062	2 383	1 630	1 914	-433	-469
Pertes et bénéfices de change				24	28	16	38	-8	10
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>			<b>-35</b>	<b>234 907</b>	<b>222 378</b>	<b>235 035</b>	<b>222 915</b>	<b>128</b>	<b>537</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>			<b>-35</b>	<b>232 844</b>	<b>219 995</b>	<b>233 405</b>	<b>221 001</b>	<b>561</b>	<b>1 006</b>

(1) Changement de libellé en 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2013
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	353	112	465
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
	La Poste	2	0	1
	Autres organismes à caractère financier	201	23	223
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>565</b>	<b>135</b>	<b>701</b>
	Régions	1 425	-221	1 204
	Départements	5 029	-327	4 702
	<b>CEPL</b>			
	Communes	20 110	-1 319	18 791
	HLM	412	-41	372
	Autres CEPL	19 793	-437	19 355
	<b>Total CEPL</b>	<b>46 769</b>	<b>-2 345</b>	<b>44 424</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 252</b>	<b>222</b>	<b>4 475</b>
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-1 340	9 308
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-6	2 355
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	202	2 420
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	147	803
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>15 883</b>	<b>-997</b>	<b>14 886</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>15 141</b>	<b>-3 188</b>	<b>11 953</b>
<b>Communautés européennes</b>	<b>148</b>	<b>18</b>	<b>166</b>	
Fonds et Fondations	87	-18	69	
GIP	406	26	433	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
EPLE	1 911	-109	1 802	
Autres correspondants	11 271	851	12 122	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	87	-13	74	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 763</b>	<b>737</b>	<b>14 500</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>96 521</b>	<b>-5 418</b>	<b>91 103</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>1 103</b>	<b>-321</b>	<b>781</b>
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>1 908</b>	<b>1 574</b>	<b>3 482</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>4</b>	<b>-2</b>	<b>2</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>3 015</b>	<b>1 250</b>	<b>4 265</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>99 536</b>	<b>-4 168</b>	<b>95 368</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Total Actif (B)</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>99 536</b>	<b>-4 169</b>	<b>95 367</b>



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2013
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 386 154</b>	<b>71 065</b>	<b>1 457 220</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	117 201	1 066 941
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	118 061	905 045
- <i>taux variable</i>	142 413	363	142 776
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-53 379	216 436
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-54 872	204 641
- <i>taux variable</i>	9 906	1 378	11 284
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	7 243	173 843
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>235</b>	<b>-235</b>	<b>0</b>
Dettes exigibles	235	-235	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-235	0
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>5 905</b>	<b>-821</b>	<b>5 084</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 392 294</b>	<b>70 010</b>	<b>1 462 304</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **Prévision**

La colonne « Prévision » comprend la loi de finances initiale, la loi de finances rectificative, les fonds de concours et les décrets d'avances.